



**SOMMAIRE**

**ENERGIE – CLIMAT**

- Le climat et l’environnement ont peu porté dans l’électorat britannique
- La production d’électricité éolienne maritime atteint des records
- La hausse du nombre de SUV dépasse largement celle des véhicules électriques

**TRANSPORT**

- Boris Johnson tente d’ancrer le vote nouvellement conservateur du nord de l’Angleterre

**NUMERIQUE**

- L’investissement d’Amazon dans Deliveroo ne plaît pas au régulateur britannique

**SERVICES PROFESSIONNELS**

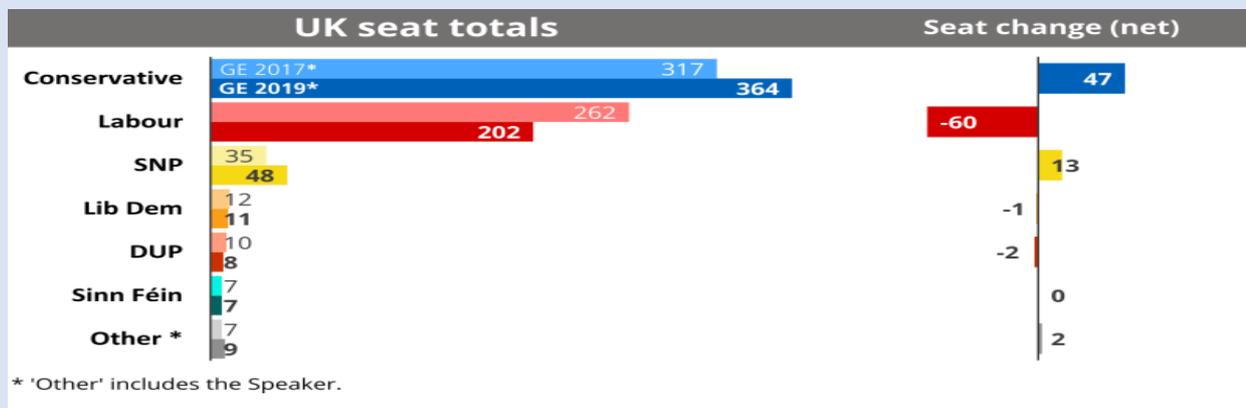
- Les services juridiques britanniques ont connu une année 2019 robuste en dépit du Brexit
- Les investisseurs restructurent leurs participations en prévision d’éventuelles nationalisations

**INDUSRIE**

- L’organisation représentative des entreprises britanniques fait passer des messages au PM
- Jingye est confiante dans la bonne finalisation de l’opération d’acquisition de British Steel

**FAIT MARQUANT : l’élection de Boris Johnson avec la plus large majorité (80 sièges) depuis 1992**

Le parti conservateur a largement remporté les élections du 12 décembre (voir graphe ci-dessous). Il doit largement sa victoire au basculement des régions du centre et du nord (« Red wall »), historiquement pro-labour. En revanche, le parti conservateur stagne à Londres (où les deux tiers des sièges vont au labour) et disparaît presque d’Ecosse au profit du parti indépendantiste écossais (SNP). Ceci pourrait avoir un impact sur les premiers choix budgétaires du Gouvernement. Les premiers indices laissent penser que des dépenses importantes seront engagées dans les infrastructures de transport dans le Nord du pays et vers le système de santé (NHS). Le discours de la reine qui doit avoir lieu le jeudi 19 décembre est à ce titre particulièrement attendu.



<https://visual.parliament.uk/research/visualisations/general-election-2019-constituencies/?map=party>

## LE GRAPHIQUE DU MOIS :

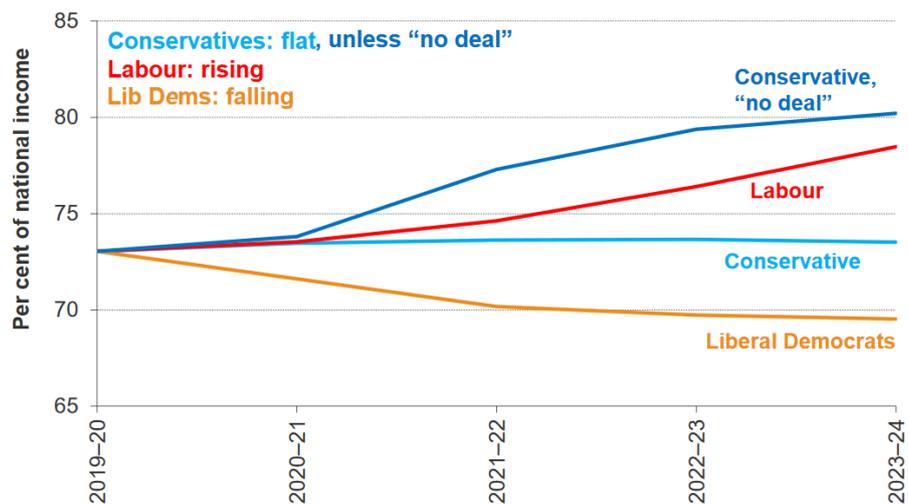
### Comparaison de l'évolution de la dette publique selon les modalités de sortie de l'UE :

Le graphique du mois : comparaison de l'évolution de la dette publique selon les modalités de sortie de l'UE :

Selon [l'Institute for Fiscal Studies](#), sous le gouvernement conservateur de Boris Johnson (élu le 13 décembre 2019), le ratio dette publique / PIB pourrait augmenter de plus de 10 points en 5 ans en cas de « no-deal » en 2021.

#### Outlook for public sector net debt, excluding Bank of England and Labour's renationalisation

Institute for Fiscal Studies



The outlook for the public finances

© Institute for Fiscal Studies

## ENERGIE - CLIMAT

**Le climat et l'environnement ont peu porté dans l'électorat britannique** – les conservateurs ne s'y sont pas trompés contrairement aux autres partis politiques qui ont placé le climat et l'environnement au centre de leur campagne électorale. Le Brexit et les services publics ont éclipsé les engagements très ambitieux dans le domaine de l'environnement du labour et dans une moindre mesure des LibDems, les deux grands perdants des élections générales. Les élections qui devaient être des *climate elections* ont toutefois permis aux *Green party* de conforter sa base électorale en gagnant plus de 300 000 voix au niveau national. Le Green party n'obtient toutefois qu'une seule députée en raison du mode de scrutin uninominal majoritaire à un seul tour qui favorise les deux grands partis. Le Premier ministre Boris Johnson a affirmé dans son discours suivant l'annonce des résultats qu'il entendait faire du RU le pays le plus propre et le plus vert au monde et mettre tout en œuvre pour atteindre l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050.

**La production d'électricité éolienne maritime atteint des records** – la production d'électricité d'origine éolienne maritime a atteint [des records](#) début décembre avec près de 16GW produits grâce à des conditions météorologiques particulièrement favorables selon le gestionnaire du réseau *National Grid*. Les champs éoliens en mer auraient produit près de 43,7% de l'électricité britannique, les autres sources étant le nucléaire (20,5%), le gaz (12,8%), la biomasse (7,9%), les importations (7,3%), le charbon (3,1%) et d'autres sources mineures comme l'hydroélectricité,

le solaire et le stockage. La production record d'électricité éolienne a toutefois conduit *National Grid* à « devoir » payer certains foyers pour consommer de l'électricité à certains horaires afin de maintenir l'équilibre sur le réseau.

**La hausse du nombre de SUV dépasse largement celle des véhicules électriques** – c'est une mauvaise nouvelle pour la réduction des émissions dans le secteur automobile. Les émissions des nouvelles voitures vendues au RU augmenteraient continuellement depuis 3 ans selon [le UK Energy Research Centre](#), en raison du dynamisme des ventes de SUV ces 4 dernières années (1,8M). La hausse de SUV est sans commune mesure avec les ventes de véhicules électriques (seulement 47 000 en 2018). Les SUV émettent en moyenne 25% de plus de CO2 qu'une berline standard et près de 4 fois plus qu'une citadine. Partant du postulat que ces véhicules seront sur le marché pour 10 ans, c'est près de 8,2 M tonnes supplémentaires de CO2 qui seront produites.



**Boris Johnson tente d'ancrer le vote fraîchement conservateur du nord de l'Angleterre** - Dans le cadre du discours de la Reine qui interviendra jeudi 19 décembre, des investissements conséquents dans les infrastructures du nord devraient être annoncés. En déplacement dans l'ancienne circonscription de Tony Blair – [Sedgefield](#), nouvellement conservatrice –, Boris Johnson a annoncé que la confiance des votants ne serait pas vaine (« [I will repay your trust](#) »). Certains analystes prédisent que cette promesse se traduira par un investissement de 80Md£ dans les infrastructures des régions du nord traditionnellement travaillistes ayant basculées conservateurs. Le manifeste du Parti Conservateur prévoit notamment la construction de nouvelles liaisons ferroviaires ouest-est et d'améliorations de lignes dans le nord (« *Northern Powerhouse Rail* ») ainsi que la création d'un hub ferroviaire entre les Midlands de l'ouest et de l'est.



**L'investissement d'Amazon dans Deliveroo ne plaît pas au régulateur britannique** – En mai de cette année, [Amazon](#) a investi 575 M\$ dans la startup foodtech britannique Deliveroo, soit 16 % de son capital. Après une première phase d'enquête, la *Competition and Markets Authority* (CMA) a conclu que le rapprochement des deux entreprises « *dans sa forme actuelle* » pouvait porter préjudice à la concurrence dans le secteur, en entraînant une possible hausse des prix et une détérioration du service pour les consommateurs. Même si Amazon est sorti du marché de la livraison de repas (Amazon Restaurants) l'année dernière, le régulateur défend que le géant américain a continué à porter un fort intérêt pour ce dernier, qu'il aurait certainement à nouveau entré, dans un scénario sans prise de participation dans Deliveroo. La CMA a donné cinq jours aux deux entreprises pour se défendre et proposer une alternative. Cette décision marque un changement radical dans l'application des règles de la concurrence au secteur du numérique, sujet de plus en plus évoqué en Europe par Margrethe Vestager et aux Etats-Unis par Elizabeth Warren.



**Les services juridiques britanniques ont connu une année 2019 robuste en dépit du Brexit** – Le [rapport annuel](#) de TheCityUK sur les services juridiques au Royaume-Uni confirme le dynamisme du secteur, qui a généré un excédent commercial record cette année (6,5 Md£), deux fois plus élevé qu'il y a dix ans, et dont les revenus ont crû de 6 % à 35,5 Md£ (1,5 % du PIB). Le RU s'est également affirmé comme un *hub* mondial de la *legaltech*. Le volume d'investissement dans ces startups a triplé en un an, de 22,2 M£ à 61 M£, et le RU abrite 44 % des startups *legaltech* de l'UE. Si la sortie de l'UE reste un sujet d'inquiétude majeur pour les avocats, le rapport estime que le RU devrait rester une juridiction incontournable quelle que soit l'issue du Brexit en raison d'atouts structurels importants, dont le *leadership* de Londres en matière de règlement des différends commerciaux, l'expertise des juges et l'utilisation quasi-systématique de la *common law* dans les contrats internationaux.

**L'organisation représentative des entreprises britanniques - CBI - encourage Boris Johnson à utiliser la majorité confortable dont il dispose pour rétablir la confiance dans l'économie britannique** - Bien que la CBI, *Confederation of British Industry*, ait largement fait campagne contre une sortie sans accord de l'UE et estime que l'accord de Boris Johnson n'est pas aussi favorable aux entreprises que celui de Theresa May, Carolyn Fairbairn, la directrice générale de la CBI félicite le PM et l'[encourage à « briser le cycle de l'incertitude »](#). C. Fairbairn attend de Boris Johnson des garanties en matière de « deuxième no-deal » (après le 31 décembre 2020) et des politiques publiques favorables aux projets d'infrastructures, aux innovations, ainsi qu'à la main-d'œuvre (notamment européenne). Sur ce dernier volet, l'annonce du PM relative au futur « système d'immigration à points » inquiète certaines organisations professionnelles. En effet, les migrants seraient désormais classés en 3 catégories distinctes : i) les entrepreneurs et les investisseurs qui pourraient bénéficier d'une procédure d'entrée accélérée ; ii) les travailleurs « qualifiés », qui pourraient eux aussi bénéficier d'une procédure simplifiée et iii) la main-d'œuvre peu ou pas qualifiée, qui ne serait éligible que dans les secteurs faisant face à une pénurie de main-d'œuvre britannique.

**Jingye est confiante dans la finalisation de l'opération d'acquisition de British Steel** – Jingye, l'entreprise chinoise qui souhaite reprendre British Steel, a indiqué qu'elle continuait de progresser dans l'obtention des approbations nécessaires pour mener à bien la transaction. Dans le cadre de la conclusion d'un accord préliminaire avec le liquidateur public le 10 novembre dernier, Jingye s'engage à acheter British Steel près de 50M€ et a indiqué qu'elle souhaitait sauvegarder le « plus d'emplois possible » (sur les 4000, principalement sur l'usine de Scunthorpe). Début décembre, il a été annoncé que l'usine française de British Steel située à Hayange pourrait être vendue séparément du reste de British Steel, décision qui aurait rendu « furieuse » Jingye, [selon le Financial Times](#). Alors que le Parti Conservateur a remporté la circonscription de Scunthorpe – la première fois depuis 1983 – un échec de la reprise de British Steel serait susceptible de constituer un défi pour le Gouvernement de Boris Johnson. 7 mois après la mise en liquidation de l'entreprise, les coûts totaux du maintien en activité des usines pourraient s'élever à 200M€ pour le gouvernement britannique.

#### copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Rédigé par : Gautier Houel (énergie, environnement, climat), Pauline Mazurier-Nolin (transports et industrie), Laura Guenancia (services et régions) et Claire Bucher (numérique)



Contact : Christian Fatras, Conseiller économique, [christian.fatras@dgtresor.gouv.fr](mailto:christian.fatras@dgtresor.gouv.fr)



Suivez-nous sur Twitter : @FRTreasury\_UK